

## AFRIQUE DU SUD

# Le favori à la présidence à nouveau dans le collimateur de la justice

**La justice sud-africaine a rétabli hier l'inculpation pour corruption contre le chef du parti au pouvoir Jacob Zuma, jetant une ombre sur sa candidature à la présidence lors des prochaines élections générales.**

La Cour suprême d'appel de Bloemfontein (centre) a renversé la décision d'un juge de Pietermaritzburg, qui avait invalidé le 12 septembre pour vice de forme la procédure à l'encontre du chef du Congrès national africain (ANC). «L'effet légal du jugement est que M. Zuma reste une personne inculpée (...) le gel sur les poursuites est suspendu», a expliqué à l'AFP le porte-parole du parquet général, Tlali Tlali. Les prochaines étapes légales doivent encore être fixées par les parties, notamment le calendrier des prochaines audiences, a-t-il précisé. Mais il y a peu de chances que la procédure puisse

aller jusqu'à son terme avant les prochaines élections, prévues pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2009. Jacob Zuma peut donc toujours prétendre à la magistrature suprême, la Constitution interdisant seulement aux personnes condamnées de se présenter à la présidence. C'est le Parlement issu des élections générales, dominé par l'ANC depuis la chute de l'apartheid il y a quinze ans, qui élit le président de la République.

«L'ANC confirme sa position et redit que le jugement n'affectera pas sa décision : Zuma sera le candidat à la présidence de l'ANC pour les élections» du 2<sup>e</sup> trimestre 2009, a



Zuma est soupçonné d'avoir accepté des pots-de-vin.

d'ailleurs immédiatement souligné le parti. «Il est important de noter que ce jugement n'a rien à voir avec la culpabilité ou l'innocence

du président de l'ANC», a ajouté la formation ultramajoritaire. La Cour suprême d'appel a également critiqué hier les attendus de la déci-

sion de première instance et accusé le juge d'avoir «outrepasé» sa compétence en évoquant «des interférences» politiques dans le dossier. Cette question n'était «pas une question de droit mais purement une question politique», a estimé le vice-président de la Cour, Louis Harms. «Les juges ont le droit d'avoir des opinions sur certaines questions», a-t-il poursuivi. «Mais ils n'ont pas le droit d'insérer leurs opinions politiques dans leur jugement.» «Le jugement était hors contexte» et pourrait «constituer un précédent dangereux», a-t-il ajouté, affirmant que le juge avait échoué à «distinguer entre accusations, faits et soupçons». L'ANC avait utilisé le jugement de Pietermaritzburg pour ordonner au chef de l'Etat Thabo Mbeki — un rival de

longue date de Jacob Zuma — de démissionner de la présidence fin septembre.

Son départ contraint avait été suivi par l'entrée en dissidence de ses proches, qui ont lancé en décembre un nouveau parti, le Congrès du peuple (Cope).

Jacob Zuma est soupçonné d'avoir accepté des pots-de-vin de la filiale sud-africaine du groupe d'armement français Thales, alors qu'il était vice-président du pays (1999-2005).

Après plusieurs rebondissements de procédure et la condamnation en 2005 de son conseiller fiscal, il avait été inculpé pour corruption, racket et fraude fiscale notamment, en décembre 2007, quelques jours après avoir ravi la présidence de l'ANC à Thabo Mbeki.

Ses partisans avaient alors crié au complot, assurant que la justice était instrumentalisée par le gouvernement. L'un de ses principaux alliés, la confédération syndicale Cosatu, «reste convaincue que l'ensemble des poursuites ont des motifs politiques», a-t-elle encore assuré hier, promettant de «se mobiliser derrière Jacob Zuma pour assurer un raz-de-marée électoral».

La décision de Bloemfontein risque pourtant de compliquer la campagne de l'ANC, selon l'analyste politique Dirk Kotze qui évoque «d'immenses ramifications politiques». Jacob Zuma pourrait tenter de passer un accord avec les services du procureur, rapporte depuis quelques jours la presse sud-africaine.

## IRAN

## Arrestation de quatre étudiants pour «insultes aux autorités»

**Quatre étudiants ont été arrêtés dans la ville de Shiraz, dans le sud de l'Iran, pour insulte aux autorités, a rapporté hier la presse iranienne.**

«Ces étudiants ont insulté le régime et les autorités les 6 et 7 décembre dernier lors de la journée de l'étudiant», a déclaré le procureur révolutionnaire de Shiraz, Jaber Banshi, cité par le quotidien ultraconservateur *Kayhan*.

«Un ordre judiciaire a été immédiatement émis et ils ont été arrêtés», a-t-il affirmé, ajoutant qu'après la fin de l'enquête, les quatre étudiants seront libérés sous

caution. Selon *Kayhan*, des étudiants ont tenu «un rassemblement illégal» lors de la journée de l'étudiant.

Le quotidien réformateur *Etemad Melli* a précisé qu'il s'agissait de Saïd Khalatbari, Enayat Taghavi, Abbas Rahmati et Ahmad Kohansal.

Selon le site Internet d'information de l'université Amir Kabir à Téhéran, les étudiants voulaient protester contre «la confiscation de la

journée de l'étudiant par des organisations gouvernementales et protester contre le climat de répression dans la société et dans les universités». La journée de l'étudiant marque l'anniversaire de la mort de trois étudiants, tués par la police de l'ancien régime impérial dans les années 50 lors d'une manifestation contre la visite du vice-président américain de l'époque, Richard Nixon.

Selon le site d'Amir Kabir, six étudiants sont «détenus par le ministère des Renseignements».

Ces arrestations ont suivi

un incident survenu durant la visite du président du Parlement iranien Ali Larijani à l'université de Shiraz, toujours selon le site. Un étudiant aurait profité de l'occasion pour lancer des slogans contre M. Larijani et le président ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad.

Les étudiants réformateurs se plaignent d'un accroissement des pressions politiques dans les universités depuis l'arrivée au pouvoir du président Ahmadinejad et la mise à l'écart de professeurs ayant des positions critiques.

## CORRUPTION

## Les Etats-Unis vont aider le Bangladesh à récupérer 200 M USD de pots-de-vin

**Washington va aider le Bangladesh à récupérer 200 millions de dollars de pots-de-vin que des entreprises étrangères, dont l'allemand Siemens, auraient versés à des ministres et au fils d'une ex-Premier ministre dans les années 2000, ont annoncé hier les autorités.**

Ce pays pauvre et réputé corrompu est dirigé par le Premier ministre M<sup>me</sup> Sheikh Hasina Wajed, depuis son triomphe aux élections législatives du 29 décembre sur sa rivale M<sup>me</sup> Khaleda Zia, présidente du Parti nationaliste du Bangladesh (BNP) et ancienne chef du gouvernement (1991-1996 et 2001-2006). «Une dizaine de personnes influentes, parmi lesquelles plusieurs

ministres du gouvernement du BNP, ont touché quelque 200 millions de dollars de pots-de-vin», a indiqué à l'AFP le ministre de la Justice, Shafiq Ahmed.

«Les Etats-Unis ont dit avoir identifié les endroits d'où l'argent avait été siphonné et nous coopérons pour le retrouver», a-t-il ajouté, après s'être entretenu dimanche à Dacca avec des responsables du ministère américain de la Justice et du FBI.

Le procureur de la commission anti-corruption du Bangladesh, Syed Anisul Haq, a précisé à l'AFP que le fils de M<sup>me</sup> Zia, Arafat Rahman Koko, faisait figure de suspect numéro 1.

Cet homme de 36 ans, sa mère, mais aussi la nouvelle Premier ministre Hasina ont été poursuivis en 2007 et détenus pendant un an pour corruption et extorsion de fonds par un régime de transition installé par l'armée entre jan-

vier 2007 et décembre 2008. D'après le procureur Haq, des responsables américains et bangladais ont mis au jour 20 millions de dollars versés à M. Koko par des groupes étrangers, dont trois millions par le conglomérat allemand Siemens et par le groupe de Hong Kong, China Harbor Engineering.

Ceux-ci auraient graissé la patte de fonctionnaires bangladais pour un marché de téléphonie mobile et un projet de terminal portuaire de conteneurs.

Le 15 décembre, Siemens avait accepté de payer environ un milliard d'euros à la justice allemande et américaine après que les autorités américaines l'eurent accusé d'avoir corrompu des responsables susceptibles de lui obtenir des contrats en Argentine, au Bangladesh, en Irak et au Venezuela.

## ITALIE

## Un mafieux impliqué dans une tuerie d'Africains échappe à la police

Un boss de la camorra, la mafia napolitaine, soupçonné d'être le chef du commando qui a abattu par balles six Africains près de Naples (sud) en septembre dernier, a réussi hier à échapper aux carabinieri venus l'arrêter, a indiqué l'agence Ansa.

Giuseppe Setola, 38 ans, inscrit sur la liste des fugitifs les plus dangereux d'Italie, s'est enfui par un petit tunnel creusé sous son habitation et relié aux égouts de Trentola Ducenta, dans la région de Caserte, à une vingtaine de kilomètres au nord de Naples, a précisé l'agence.

Les carabinieri ont pu en revanche interpellier son épouse et ont saisi des ordinateurs, du matériel électronique ainsi que des caméras de surveillance, selon la chaîne d'information en continu, Sky-TG 24.

Six immigrés africains, tous d'origine ghanéenne, avaient été tués le 18 septembre à Castel Volturno, fief de la camorra, par un commando armé. Au moins quatre membres présumés du commando ont été arrêtés depuis. Le chef présumé du commando, Giuseppe Setola, a déjà réussi à échapper à la police par le passé.

Les motifs de la tuerie de Castel Volturno n'ont toujours pas été éclaircis. Les proches des Africains assassinés ont toujours démenti qu'ils aient été liés au trafic de drogue dans la région qui est contrôlée par la camorra.